

THE CARTER CENTER



LE CENTRE CARTER

Approches inclusives de prévention de l'extrémisme violent

Cohorte 2, atelier de travail 2

L'introduction de la dimension de genre dans la lutte contre tous les extrémismes :

Formation d'agentes actives pour un changement durable et une résilience communautaire

Septembre 2018

Sommaire exécutif

Le Centre Carter a organisé un atelier de travail du 7 au 9 septembre 2018, en Suisse, le deuxième d'une série de quatre ateliers destinés à renforcer les capacités d'une seconde cohorte de participants qui se trouvent tous sur les lignes de front de la prévention de l'extrémisme violent, y compris la montée de l'islamophobie. Les participants viennent du Maroc, de la Tunisie, de France, de Belgique et des Etats-Unis. Il s'agit de 23 chefs religieux, travailleurs sociaux, activistes, professeurs et journalistes experts dans plusieurs domaines tels que l'extrémisme violent, la question des combattants étrangers de retour chez eux, les droits de l'Homme, la participation des femmes dans le processus de consolidation de la paix et les stratégies médiatiques. Le sentiment de communauté semé dans le premier atelier a continué de croître. Les participants cherchent à développer leurs propres initiatives de prévention de l'extrémisme violent (PEV) selon leur contexte; aussi, des réseaux de collaboration au sein et au-delà des pays commencent à s'établir. Le réseau de praticiens PEV du Centre sera apte à renforcer la résilience et à apporter des changements durables au sein des communautés.

Dans le cadre des différentes présentations et discussions, les participants ont été exposés à des approches de travail sur la prévention et la réhabilitation qui tiennent compte du genre et à des trousseaux d'outils pratiques permettant de maximiser la couverture médiatique. Les participants ont pris part à des exercices de groupe aux niveaux macro et micro dans le cadre de séances qui

ont mis l'accent sur la complexité de l'élaboration des politiques et de la navigation dans les espaces médiatiques traditionnels et nouveaux. L'atelier a engagé les participants à l'élaboration d'un projet et a marqué une transition entre la vision et la mise en œuvre effective.

Rôle de la masculinité toxique dans l'extrémisme violent

Une paix transformatrice et durable exige nécessairement d'aborder la PEV sous l'angle du genre. Les groupes extrémistes violents se caractérisent par des idéologies et des opérations différentes, mais tous cherchent à recruter de jeunes hommes désillusionnés. Bien souvent, les discussions sur la connexion entre la masculinité et l'extrémisme violent manquent aux réflexions sur la PEV qui tiennent compte du genre. Les discussions qui portent sur le rôle du genre dans la prévention de l'extrémisme violent se sont limitées aux femmes sans aborder le rôle des hommes. Les femmes sont considérées soit comme des victimes soit comme des coupables. L'examen et la prévention de l'extrémisme violent ne peuvent être complets sans étudier la manière dont la masculinité est interprétée et adoptée au sein de ces groupes.

La propagande des extrémistes violents de tous horizons politiques et religieux confond souvent masculinité avec violence, contrôle et agression. Les experts de l'atelier, Houda Abadi, directrice adjointe du Centre Carter, et Arno Michaelis, ancien suprémaciste blanc et actuel éducateur pour la paix, ont ouvert l'atelier en analysant de manière approfondie la masculinité toxique et son rôle dans l'extrémisme violent. Abadi a lancé la séance en expliquant que si l'on ne tient pas compte de la perspective du genre dans l'extrémisme violent, ne nous parviendrons pas à comprendre ce phénomène. Et si nous ne parvenons pas à comprendre l'extrémisme violent, nous ne pouvons pas le prévenir. Les politiques et les analyses visant à lutter contre l'extrémisme violent doivent donc intégrer une analyse axée sur le genre afin de déterminer les facteurs qui rendent les hommes vulnérables au recrutement par les groupes extrémistes.

Abadi a expliqué que les hommes qui adhèrent à ces idéologies se sentent trahis et marginalisés et cherchent à retrouver un passé perçu comme glorifiant. Se joindre à un mouvement extrémiste est proposé aux hommes comme un moyen de se réapproprier ce qui, selon eux, leur a été ôté et de vaincre la honte en redéfinissant une notion idéalisée de la virilité. Abadi a expliqué que la masculinité toxique a cinq principales fonctions pour les groupes extrémistes :

- Comprendre les griefs
- Rétablir l'honneur et la dignité
- Retrouver la virilité
- Construire une identité
- Recruter des hommes vulnérables.

Michaelis a souligné ces points en décrivant son engagement personnel dans un groupe néonazi, indiquant que l'affirmation de la masculinité joue un rôle crucial dans le recrutement et le maintien du statut. Par conséquent, la lutte contre l'extrémisme violent doit commencer par la

mobilisation des jeunes hommes en tant qu'hommes. Michaelis a mis l'accent sur la notion du pouvoir en douceur. Les personnes qui l'ont le plus poussé à se détacher de ces groupes de suprématie blanche sont celles qui ont refusé d'entrer dans son jeu. Alors qu'il provoquait l'hostilité et voulait que les gens le haïssent, ceux-ci ont réagi avec bonté et compassion. Michaelis a affirmé qu'il est nécessaire de définir et de promouvoir la masculinité saine dans la lutte contre l'extrémisme violent.

L'un des participants, un chef religieux de Tunisie, a noté combien la masculinité toxique est omniprésente dans la culture des sociétés en général et combien le patriarcat est ancré dans l'interprétation et l'instrumentalisation des textes religieux. Cependant, les participants étaient divisés quant à l'utilité du féminisme en tant que moyen de contrer la masculinité toxique. Certains l'ont considéré comme un contrepoids efficace tel que l'a exprimé le militant des droits de l'Homme marocain, « pour que les femmes puissent lutter contre l'extrémisme, elles doivent posséder des ressources, comme l'éducation, qui leur offrent les outils leur permettant de travailler sur ces questions. Cela doit être fondamental et met en lumière l'importance des organisations féministes qui se mobilisent pour les droits de la femme ». A l'inverse, une autre participante, une femme religieuse du Maroc, a affirmé : « lorsque nous luttons contre l'extrémisme, nous avons besoin d'humanisme plutôt que de féminisme ».

La discussion sur la masculinité toxique a été suivie d'une présentation sur le recrutement des femmes par Daech. Abadi a ouvert cette séance en demandant aux participants de réfléchir sur les raisons qui ont permis à une organisation terroriste misogyne comme Daech de réussir à recruter de jeunes femmes. Abadi a contesté la représentation médiatique des femmes de Daech comme étant « des femmes de djihadistes » et des victimes de lavage de cerveau, notant que les femmes, tout comme les hommes, sont sensibles aux attraits rationnels et émotionnels de l'organisation. Abadi a illustré la manière dont Daech s'adresse aussi directement aux femmes dans leur propagande en évoquant des griefs spécifiques au genre, tels que la marginalisation et la privation de pouvoir économique et politique. Les femmes jouent divers rôles au sein de l'organisation, au-delà de celui de l'épouse et de la mère, servant ainsi de traductrices, de recruteuses, de propagandistes, d'agentes responsables de l'application de la loi, de collectrices de fonds et même de combattantes. Abadi a soutenu que les interventions valables de PEV doivent mobiliser les femmes en tant que décideurs de première ligne.

Après une analyse approfondie du rôle des femmes dans Daech, Mossarat Qadem, cofondatrice du PAIMAN Alumni Trust, s'est penchée sur le rôle des femmes dans la prévention. Elle a noté que les femmes jouent divers rôles dans lesquels elles peuvent freiner la croissance de l'extrémisme ; les femmes sont, bien sûr, des mères et des épouses, mais aussi des enseignantes, des policières, des activistes et des décideuses. Qarem a estimé que lorsque l'Etat offre un espace de travail ouvert de PEV, les femmes peuvent se servir de ce cadre-là pour aussi travailler en ce sens. Cependant, elle a reconnu que malgré l'adoption de la Résolution 1325 des Nations Unies,

« les femmes ne sont toujours pas à la table des discussions » et leurs « préoccupations sont souvent mises de côté et considérées simplement comme des problèmes de femmes ».

Plusieurs participants ont fait remarquer que la proposition de collaborer avec les services de sécurité d'État est contestable et dépend fortement du contexte. Certains ont déclaré qu'ils refusent de collaborer avec les institutions de sécurité dans le cadre de leur travail. Il ne sera probablement pas évident de pouvoir mettre en œuvre des initiatives de PEV axées sur les communautés tout en satisfaisant aux exigences de la sécurité d'Etat et en préservant la confiance des communautés.

Les personnes de retour et celles qui ne sont pas retournées : les approches légales et communautaires pour la réintégration

L'an dernier, Daech a perdu de vastes territoires en Irak et en Syrie. Nadim Houry, directeur du programme Terrorisme et lutte antiterroriste à Human Rights Watch, a expliqué que cela a engendré une situation moralement et légalement intenable ; des centaines de combattants terroristes étrangers, leurs épouses et leurs enfants ont été détenus par le gouvernement irakien ou dans les régions syriennes contrôlées par les Kurdes. Très peu ont été rapatriés dans leur pays d'origine, vu que ces pays n'ont pas la volonté politique de les rapatrier. Là où les programmes de réintégration existent, ils ne sont pas testés. Les processus de désengagement et de déradicalisation restent mal compris. Houry a déclaré que le problème des rapatriés « n'est pas un problème d'avenir, mais un problème d'actualité ». En plus des centaines de combattants et de leurs familles qui sont détenus en Irak et en Syrie, Houry a noté que la France avait emprisonné environ 20 combattants étrangers qui sont retournés chez eux et qui devraient être libérés en 2018-2019, mais ne dispose d'aucun programme de réhabilitation. D'autres pays sont confrontés à des situations similaires, et la communauté internationale et ses institutions juridiques ne savent pas comment traiter cette question urgente.

Les enfants nés sur les territoires de Daech et ceux qui y ont été emmenés représentent un dilemme moral et juridique particulièrement urgent pour la communauté internationale. Selon Abadi, Daech a recruté des enfants locaux et étrangers afin d'engendrer, de valider et de consolider une culture intergénérationnelle de violence et d'extrémisme religieux. Les enfants sont largement exploités dans la propagande de l'organisation qui tente d'acquiescer ainsi une légitimité en tant qu'État, et sont représentés comme victimes ou auteurs de violence graphique. Daech saisit de nombreuses occasions pour mobiliser le soutien des enfants dans les écoles, les mosquées, les places publiques et les marchés et les prendre pour proies. Afin de recruter des enfants étrangers, Daech offre de l'aventure, un sens du devoir et l'image d'une société musulmane intacte. Les enfants jouent divers rôles au sein de l'organisation et sont systématiquement désensibilisés à la violence dès leur plus jeune âge ; les thèmes militaires sont intégrés dans l'éducation préscolaire, suivis d'un entraînement militaire et d'une assistance aux

exécutions publiques. Parmi les 7 000 personnes de retour, près de 17 pour cent – soit environ 1 200 – sont des enfants.¹ Ces enfants se trouvent dans une situation juridique précaire. Ils sont de plus en plus considérés comme une menace pour la sécurité de leur pays d'origine et se voient refuser leur retour. Souvent, pour ceux qui sont nés au « califat », leur filiation est inconnue ou impossible à démontrer et le manque de programmes de réhabilitation est grave.

Dans le but de mieux comprendre les défis et la complexité de la prise en charge des rapatriés, Abadi a réalisé une étude de simulation de cas en divisant les participants en équipes, chacune ayant un rôle prescrit, afin d'élaborer des recommandations politiques tranchant si les femmes et les enfants présents dans les territoires de Daesh doivent ou non être rapatriés. Les participants ont souligné combien il était difficile de concilier les préoccupations sécuritaires et les questions humanitaires. Ils ont également mieux compris les différentes perspectives qui existent en assumant un rôle qu'ils ne joueraient pas d'ordinaire. L'un des participants, un chef religieux des Etats-Unis, a souligné à quel point les pays ne sont pas préparés à une telle situation et « à quel point les institutions sont démunies aux Etats-Unis, ce qui ne leur permet pas de réhabiliter ces centaines de milliers de personnes, consacrant déjà du temps pour les crimes non liés au terrorisme ». Une autre participante, une activiste religieuse d'Afrique du Nord, a présenté le meilleur résumé quand elle a déclaré que « les préoccupations de la société civile sont différentes des intérêts du gouvernement. Nous devons trouver un moyen de relier ces intérêts ».

Pour illustrer le succès de certains programmes de réhabilitation, Mossarat Qadem a présenté aux participants le programme de réhabilitation PAIMAN au Pakistan. Elle a noté que PAIMAN repose sur un modèle de paix dirigé par la communauté. Il est appliqué en dehors de la prison, est volontaire et est extrêmement personnalisé et individualisé. Qadem a mis l'accent sur l'importance d'une approche globale de réintégration qui inclut des programmes au niveau individuel, familial et communautaire. Les programmes peuvent être conçus pour offrir aux rapatriés un accès à l'éducation, aux compétences utiles à la vie courante, à l'emploi et au soutien psychosocial. Les efforts de réintégration doivent aussi chercher à traiter les normes culturelles et éthiques ainsi que la religion, et doivent ultimement aborder les questions de subsistance économique. Qadem a déclaré que PAIMAN a réhabilité plus 1 400 anciens combattants talibans à ce jour.

Les participants ont salué le travail de PAIMAN, mais ont exprimé leurs préoccupations quant à l'applicabilité de ce modèle à leur propre contexte. La plupart se sont souciés du fait que la collaboration avec les services de sécurité n'est pas souhaitable ou possible dans leurs propres

¹ Joana Cook and Gina Vale, « From Daesh to 'Diaspora' : Tracing the Women and Minors of Islamic State, » International Center for the Study of Radicalization, juillet 2018, page 3. Dernier accès, le 14 septembre 2018 : <https://icsr.info/wp-content/uploads/2018/07/ICSR-Report-From-Daesh-to-%E2%80%98Diaspora%E2%80%99-Tracing-the-Women-and-Minors-of-Islamic-State.pdf>

contextes. Ils ont aussi exprimé leurs préoccupations quant aux programmes axés sur la déradicalisation et à la façon dont la déradicalisation et l'islamophobie se croisent dans les discours et les politiques publiques des Etats occidentaux.

Sensibilisation médiatique et narration efficace

Un principe fondamental du programme PEV du Centre Carter est l'engagement à renforcer les capacités des leaders communautaires et religieux musulmans pour remplir l'espace en ligne et exploiter le pouvoir des médias à responsabiliser, sensibiliser et contrer la haine. Cet atelier a permis à Khalid Tritki, un journaliste chevronné et spécialiste des médias au Maroc, de former les participants aux stratégies qui aident à lancer des messages médiatiques efficaces et persuasifs, aux exigences des entretiens réussies et aux meilleures pratiques pour l'écriture d'articles d'opinion. Dans le cadre de ses interventions, Tritki a cherché à enseigner aux participants à continuellement peaufiner leurs idées et à raconter des histoires concrètes et captivantes de leur travail aux médias lors d'entrevues et par l'intermédiaire de communiqués de presse. De nombreux participants étaient, au départ, sceptiques de coopérer avec les médias ; la plupart sont préoccupés par la tendance des médias à faire du sensationnalisme, et certains ont évoqué d'anciennes expériences négatives avec les médias. Tritki a prévenu que le travail des médias consiste à être sceptique et à remettre en cause leurs projets et que, oui, les médias préfèrent le nouveau, l'unique et le sensationnel. Toutefois, pour attirer les médias, il faut, après tout, raconter une histoire. Par conséquent, les interventions de Tritki se sont concentrées sur le développement d'histoires. Les participants ont travaillé en groupes pour déterminer un problème qui touche leur communauté et proposer un projet ou un programme visant à résoudre ce problème ; ils ont ensuite présenté le problème et la solution sous forme de récit en attendant les commentaires de Tritki. Les groupes ont été encouragés à peaufiner leurs histoires, pour les rendre plus vives, pertinentes et concrètes.

Le dernier jour, les participants ont été regroupés par pays et invités à élaborer un projet qui répond à leurs besoins locaux. Un représentant de chaque groupe a présenté le projet lors d'une entrevue simulée avec Tritki. Les entrevues ont été filmées et projetées sur écran afin que l'ensemble des participants puisse les regarder et les critiquer. Avec l'aide de Tritki, les participants ont pu critiquer leur propre travail en toute honnêteté et en ont tiré des outils et des principes pour des entrevues plus efficaces. Les recommandations sont les suivantes : 1) être précis et concret dans la description d'un projet ; 2) trouver une anecdote ou un exemple frappant pour appuyer une explication ; 3) préparer et bien connaître le matériel de présentation ; 4) être prêt et confiant ; 5) utiliser le langage du public cible. Ces séances de rétroaction interactives ont poussé les participants à travailler sur leurs idées et à peaufiner leurs présentations. Bien que cette séance ait été la plus tendue de toutes, les participants l'ont jugée très utile et nécessaire.

Conclusions et prochaines étapes

Le deuxième atelier du Centre Carter auquel ont participé des praticiens PEV s'est appuyé sur le succès du premier atelier en transmettant davantage les compétences et les connaissances nécessaires aux participants pour pouvoir concevoir et établir un programme efficace au sein de leurs communautés. Les différentes séances ont suscité un véritable débat ainsi que des échanges honnêtes et ont permis de déterminer les éventuels défis qui sont susceptibles d'entraver le travail efficace de PEV, y compris la divergence entre les objectifs des programmes de PVE qui sont axés sur la sécurité et ceux des programmes qui sont axés sur les communautés. Les prochains ateliers comprendront des séances sur les négociations et la médiation, le lobbying et la sensibilisation, la conception et l'évaluation des programmes, et la formation médiatique continue. Les participants continueront de développer les idées de leurs projets ; au cours du processus de mise en œuvre, ils pourront profiter d'ateliers de travail interactifs continus avec des experts et des pairs. Les connaissances et les compétences acquises dans le cadre de ces ateliers, ainsi que les réseaux de collaboration développés, augmenteront la portée et l'efficacité de leurs propres projets.

Le Centre Carter
One Copenhill
453 Freedom Parkway
Atlanta, Géorgie 30307

www.cartercenter.org

